

Au nom de la République française.

L O I

Additionnelle à celle du 22 Brumaire an VII portant établissement d'une taxe sur le tabac.

Du 9 Praïrial an VII de la République française, une et indivisible.

L E CONSEIL DES ANCIENS, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la Déclaration d'urgence et de la Résolution du 25 Floréal :

Le Conseil des Cinq-cents, après avoir entendu sa commission des finances sur la pétition des manufacturiers de tabacs du département du Bas-Rhin, relative à l'omission qui s'est glissée dans l'article XX de la loi du 22 brumaire an VII, qui ne comprend point les tabacs à fumer pour la restitution des droits à la sortie pour l'étranger;

Considérant qu'il convient de statuer promptement sur tous les points qui pourraient porter préjudice à l'industrie nationale,

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les articles XXI, XXII, XXIII, XXIV et XXV de la loi du 22 brumaire,

CONSEIL DES CINQ-CENTS. — Du 25 floréal an VII, rapport par le représentant Bertrand (du bas-Rhin.)

CONSEIL DES ANCIENS. — Du 9 praïrial an VII, rapport par le représentant Jourdain (d'Ille-et-Vilaine.)

10350
no. 38

qui règlent la restitution des droits sur les tabacs fabriqués, à leur sortie à l'étranger, et les formalités à observer, sont applicables aux tabacs à fumer et en carottes.

II. La présente résolution sera imprimée.

Signé HEURTAULT-LAMERVILLE, *président*;
SOUILHÉ, BAUDET, A. C. MEMBREDE, LAURENT (du Bas-Rhin), *secrétaires*.

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 9 Prairial an VII de la République française.

Signé GOURDAN, *président*;
SAVARY, MORAND, *secrétaires*.

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 11 Prairial an VII de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* MERLIN, *président*.
Par le Directoire exécutif, *le secrétaire général*, LAGARDE.
Et scellé du sceau de la République.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE DU DEPOT DES LOIS,
PLACE DU CARROUSEL.

Et se trouve dans les chefs-lieux de département, au bureau de correspondance
du Dépôt des Lois.



